

Capital au XXIème siècle (2013) prenait la mesure des inégalités, le nouveau livre de Thomas Piketty s'attaque aux idéologies qui les fondent. Des sociétés ternaires et esclavagistes anciennes aux sociétés post coloniales et hyper capitalistes modernes, il dresse une vaste fresque qui a pour objectif d'éclairer le régime inégalitaire « néopropriétaire » actuel, et de faire le procès d'une social-démocratie impuissante à le contrer. L'ouvrage, monumental (4 parties, 17 chapitres, plus de 1000 pages), a les qualités qui ont fait le succès du précédent : éclectisme des sources, mise en perspective historique et comparative, démarche méthodique, clarté du propos, abondance de graphiques et de tableaux illustratifs. Je me centrerai sur la quatrième partie, « Repenser les dimensions du conflit politique », qui interpelle plus directement les politistes et plus particulièrement son analyse des évolutions électorales en France, aux Etats Unis et au Royaume Uni depuis 1945.

Elle met en lumière une inversion spectaculaire des effets du diplôme. Jusqu'aux années 1980, le vote de droite progresse et le vote de gauche diminue à mesure que s'élèvent les niveaux d'instruction, de revenu et de patrimoine, les trois courbes sont alignées. A partir des années 1990 le vote de droite continue à croître avec le revenu et la richesse, mais désormais c'est le vote de gauche qui croît avec le niveau de diplôme. Le partis des « travailleurs » est devenu le parti des « diplômés ». La structure « classiste » du conflit politique a été remplacée par un « système d'élites multiples », à base de capital intellectuel d'un côté (« la gauche brahmane »), de capital économique de l'autre (« la droite marchande »). Il en résulte tensions et frustrations au sein d'un électorat populaire, ni brahmane ni marchand, qui se tourne vers l'abstention ou des partis « social-nativistes » prônant le repli identitaire. L'élection présidentielle française de 2017 illustrerait à la perfection ces nouvelles divisions idéologiques et sociales, découpant quatre électorats de taille quasi équivalente. Les « égalitaires internationalistes » (Hamon/Mélenchon) à diplôme élevé et bas revenu défendent les immigrés et la redistribution sociale. Les « inégalitaires internationalistes » (Macron) sont pro-immigrés et anti-riches, et les « inégalitaires nativistes » (Fillon) anti immigrés et pro riches, mais tous deux riches et diplômés. Les « égalitaires nativistes » (Le Pen/Dupont Aignan), ni riches ni diplômés, sont pro-pauvres et anti- immigrés, l'abstention guettant le « 5^{ème} quart » des plus défavorisés.

Piketty n'est pas le premier à pointer l'inversion du clivage éducatif et le passage d'un vote économique fondé sur des enjeux de classe à un vote culturel sur enjeux identitaires. Les travaux de science politique sur le glissement à gauche des classes moyennes salariées, tout particulièrement les « spécialistes socioculturels » à fort capital intellectuel (enseignement, médias, santé) remontent aux années 80. Dès les années 90 se multiplient les travaux sur la prolétarianisation de l'électorat des droites radicales. L'apport de l'auteur est de le tester de manière systématique dans trois pays, sur des séries longues, à partir d'enquêtes nationales plus fiables que les enquêtes internationales, et en contrôlant les effets éventuels d'autres variables.

L'analyse a ses limites. Met-elle vraiment au jour des « clivages politiques »? Dans la perspective ouverte par Seymour Lipset et Stein Rokkan (*Party politics and voters alignment*, 1967), le terme désigne les affrontements entre des groupes sociaux en chair et en os, qui ont une conscience collective et des organisations parlant en leur nom, sur le modèle du conflit ouvriers/patrons. En ce sens il n'y a pas de classe sociale des diplômés du supérieur ou des titulaires de revenus élevés. En revanche la situation socioprofessionnelle continue à produire des clivages politiques et il est dommage que Piketty l'exclue de son champ d'études. De nouveaux clivages de classe dessinent en Europe un espace électoral tripolaire, où les « spécialistes socioculturels » inclinent fortement à gauche, les patrons et cadres supérieurs à droite, tandis que la droite radicale concurrence la gauche chez les ouvriers et la droite modérée chez les petits patrons¹.

Une seconde réserve tient à la méthode. Pour simplifier la démonstration et permettre la comparaison entre pays et périodes, Piketty construit des indices dichotomiques, mesurant l'écart entre le niveau du vote de gauche des diplômés et des non diplômés du supérieur, des 10% les plus riches et des 90% les

¹ Voir Daniel Oesch, Line Rennwald, "Electoral Competition in Europe's New Tripolar Political Space: Class Voting for the Left, Centre-Right and Radical Right", *EUI Working Papers*, MWP 2017/02 <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12259>.

moins riches, etc. Ces indices, construits sur le modèle de l'indice d'Alford mis au point dans les années 1960 par le sociologue du même nom pour mesurer le vote de classe des ouvriers comparés aux non ouvriers, tombent sous le coup des mêmes critiques. Ils ne tiennent pas compte de l'évolution des bases de ces pourcentages dans le temps, qu'il s'agisse de la répartition des suffrages ou des diplômes. D'autres mesures, comme les *odds ratios* ou rapports de chance, auraient permis d'éviter ces biais. Les dichotomies opérées sont réductrices, traitant comme un bloc indifférencié les 90% d'électeurs qui n'appartiennent pas au décile supérieur des revenus ou du patrimoine, ou les deux tiers de non diplômés du supérieur. La dichotomie gauche/ droite est la plus réductrice de toute, qui évacue les votes populistes des graphiques. Piketty à juste titre se méfie de cette notion fourretout de « populisme ». Mais quelle que soit la manière de les qualifier –populistes, extrêmes radicaux antisystème- ces partis « parias » sont un élément essentiel du tableau, aux côtés de la gauche « brahmane » et de la droite « marchande ». Les exclure interdit de suivre la logique des réalignements en cours, tout particulièrement en France.

On regrettera aussi que les graphiques décrivent l'impact des trois variables clés –diplôme, revenu, patrimoine- sans quasiment jamais les croiser. Or c'est leur interaction qui fait sens, comme le montrait notamment Pierre Bourdieu dans *La distinction* (1979), croisant capital économique et capital culturel pour démonter les ressorts de la domination politique. Et il est dommage que le genre et l'âge n'apparaissent que comme variables de contrôle, alors qu'ils sont au fondement des phénomènes de domination dans toutes les sociétés, et que c'est leur intersection avec les clivages « arbitraires » que définissent la classe ou la caste, la religion ou l'ethnicité, qui produit des effets politiques².

A ces quelques réserves près reste un livre passionnant, unique en son genre, qui dialogue avec les autres sciences, décentre notre regard occidental, et ose imaginer, à revers du pessimisme ambiant, quelles réformes concrètes pourraient refonder la social-démocratie et rendre les sociétés et les institutions européennes plus justes. Pourvu qu'il soit entendu.

Nonna Mayer

Directrice de recherche émérite au CNRS

Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po

² Jim Sidanius et Felicia Pratto, *Social dominance : An Intergroup Theory of Social Hierarchy and Oppression*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.